



## AIDE À L'IMMOBILIER ÉCONOMIQUE FONDS TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

### - CONVENTION -

ENTRE

**LAVAL AGGLOMÉRATION**, ayant son siège 1 place du Général Ferrié – CS 60809 - 53008 LAVAL Cedex, représentée par son président dûment habilité par délibération du bureau communautaire en date du 10 juillet 2023  
Ci-après dénommée le financeur,

ET

La **SARL LE JOVIAL** dont le siège social se situe 66 rue du Val de Mayenne - 22 Quai Jehan Fouquet à Laval (5300) représentée par ses dirigeants, Alexandra TOUILLER et Joscelyn LEUDIERE.

Ci-après dénommée l'entreprise bénéficiaire,

### PRÉAMBULE

Par délibération du Conseil Communautaire du 28 novembre 2022, Laval Agglomération a arrêté les modalités de son soutien financier à la réalisation des projets immobiliers en faveur du commerce et des services de proximité dans les centralités. Cette action de soutien financier s'inscrit dans le cadre de la stratégie commerciale intercommunale votée par le conseil communautaire le 19 décembre 2022.

La présente convention fixe le cadre des engagements des parties. Il est précisé que pour produire le moindre effet, cette convention devra avoir été préalablement validée par le bureau communautaire.

### EXPOSE DES MOTIFS

#### Présentation de l'entreprise:

Ce projet concerne le bar d'ambiance et à cocktails "L'Emphytéose", situé quai Jehan Fouquet et rue du Val de Mayenne, au centre-ville de Laval.

Exploité par la SARL LE JOVIAL depuis décembre 2015, les prestations proposées sont le bar, les soirées à thèmes et la petite restauration.

Les jeunes, les étudiants composent la clientèle principale accueillie dans cet établissement.

L'équipe est composée de 6 personnes : les 2 associés Madame Touiller et Monsieur

Leudière, 2 salariés en CDI, 2 salariés en CDD dont 1 apprenti.

En 2021/2022, le chiffre d'affaires s'établit à 596 587 euros, en forte augmentation par rapport aux deux années précédentes (impact crise sanitaire).

Montant en € HT	2021/2022	2020/2021	2019/2020
Chiffre d'affaires	596 587	235 100	241 914
Excédent Brut d'Exploitation	186 974	121 563	33 211
Résultat de l'exercice	140 886	84 236	- 10 740
Capitaux propres	142 427	1 541	- 82 695

### Présentation du projet

- Remplacement des sols (parquet) sur l'ensemble de la surface de l'établissement,
- Pose d'un carrelage autour du bar,
- Installation d'une protection de la terrasse (store banne) côté rue du Val de Mayenne.

L'ensemble des travaux est réalisé pour améliorer le confort de travail des salariés mais aussi le confort et l'expérience des clients.

Les travaux immobiliers d'un montant de 32 759 € seront réalisés du 15 au 31 Juillet 2023.

### CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les caractéristiques de l'opération immobilière envisagée et de préciser le montant et les modalités d'octroi et d'utilisation de l'aide allouée par Laval Agglomération en vue d'apporter un soutien financier à la réalisation **du projet porté par la SARL LE JOVIAL.**

#### Article 2 : DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Dans le cadre du présent projet immobilier,

**Madame Alexandra TOUILLER et Monsieur Joscelyn LEUDIERE, au travers de la SARL LE JOVIAL, s'engagent** à réaliser ce projet immobilier situé 69 Rue du Val de Mayenne - 22 Quai Jehan Fouquet à Laval (53000) pour un montant total estimé de 32 759 € HT,

#### Article 3 : AIDE DE LAVAL AGGLOMÉRATION

Par délibération du bureau communautaire du 10/07/2023, Laval Agglomération s'engage à accompagner le projet immobilier de **la SARL LE JOVIAL représentée par Madame Alexandra TOUILLER et Monsieur Joscelyn LEUDIERE** en leur allouant une aide à l'immobilier d'un montant global plafonné de **8 189.75 € correspondant à une intervention à un taux de 25.%.**

*Le présent soutien financier de Laval Agglomération s'inscrit dans le strict respect des règles européennes régissant les aides aux entreprises situées en zone AFR;*

#### **Article 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE**

Le versement de la subvention interviendra en une seule fois :

Sur présentation des éléments suivants:

- un état récapitulatif par lot des dépenses HT
- Factures acquittées postérieurement à la date d'accusé réception du dossier par Laval Agglomération,
- des photographies des travaux réalisés.

\* État récapitulatif certifié par l'entreprise et le maître d'œuvre.

Dans tous les cas, si la réalisation du projet est d'un montant inférieur à la dépense subventionnable prévue dans la convention, le montant du solde sera calculé au prorata du montant HT réalisé.

***Nota bene*** : *les factures justificatives transmises devront impérativement faire mention de la date et du moyen de paiement utilisé.*

#### **Article 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DE L'AIDE**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser l'aide attribuée par Laval Agglomération pour la seule réalisation des objectifs et des activités tels que définis dans la présente convention.

Il s'engage à ne pas employer tout ou partie de l'aide reçue de Laval Agglomération, en subventions à d'autres associations, sociétés, organismes ou œuvres (article 15 du décret-loi du 2 mai 1938) et à ce que cette aide ne puisse en aucun cas donner lieu à profit. Ils sont seuls responsables à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution du programme.

#### **Article 6 : MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE**

Le financeur peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'il juge utile, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par des bénéficiaires.

Le financeur se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût du programme subventionné.

Le bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel du financeur ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de l'organisme bénéficiaire.

Le bénéficiaire accepte que le financeur puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de l'aide pendant toute la durée de la convention ainsi que pendant une période de 4 ans à compter du paiement du solde de l'aide.

Pendant la durée d'application de la convention, l'entreprise bénéficiaire de l'aide s'engage à informer le financeur de toute opération en capital affectant le contrôle par lui-même de l'entreprise ou des établissements impliqués dans la réalisation du programme aidé.

#### **Article 7 : COMMUNICATION**

Le bénéficiaire s'engage à faire état du soutien de Laval Agglomération à leur projet, sur tout document et dans le cadre de toute opération de communication liée au projet. Le bénéficiaire autorise Laval Agglomération et Laval Economie à faire état de son soutien au présent projet dans tout document et toute opération de communication.

## **Article 8 : MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE L'AIDE**

En cas de réalisation partielle du programme prévu dans la convention, le financeur se réserve le droit de demander sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.

## **Article 9 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à la date de sa signature et pour la durée des engagements associés au présent projet.

Le bénéficiaire s'engage aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement de la subvention par le financeur.

## **Article 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

## **Article 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, le financeur se réserve le droit, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à l'entreprise restée infructueuse pendant 30 jours, de résilier la présente convention.

Le financeur pourra alors exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Les litiges qui pourraient survenir seront portés devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à LAVAL, en trois exemplaires, le

"Lu et Approuvé"  
Pour la **SARL LE JOVIAL**  
Son représentant légal,

"Lu et Approuvé"  
Pour **Laval Agglomération**,  
La Vice-Présidente,

**Nicole BOUILLON**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-200083392-20230710-S06-BC-124-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/07/2023

Mise en ligne : 18-07-23